Relations RELOTIONS

À propos de planchers et de plafonds

Vivian Labrie

Numéro 807, mars-avril 2020

Comment être justes en sauvant la planète?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/92933ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé) 1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Labrie, V. (2020). À propos de planchers et de plafonds. Relations, (807), 24-25.

Tous droits réservés © Relations, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. coordination interministérielle de ce plan sera importante de même qu'une redevabilité aux plus hauts échelons.

En matière d'éducation et de dialogue social, la feuille de route met l'accent sur l'importance de travailler tous ensemble à construire la société carboneutre de demain. Cela va de pair avec la mise en place d'un vaste chantier d'information et d'éducation sur les changements climatiques et la transition. En ce qui concerne la transition juste et les droits humains, la feuille de route énumère, en cohérence avec les critères de la transition juste du FCTÉ, les actions susceptibles de faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte et que les couches de la population les plus vulnérables, en particulier les peuples autochtones, soient incluses.

Dernier aspect du cadre politique, le chapitre sur le financement nous invite à comprendre l'importance de faire les efforts financiers extraordinaires qui s'imposent pour juguler la crise écologique tout aussi «extraordinaire» qui est en cours. Le virage à effectuer est majeur et il comporte un coût important, mais on ne saurait en faire l'économie car, faut-il le rappeler, il n'y a pas d'argent sur une planète morte.

Huit importants chantiers sont nommés dans la feuille de route: économie et consommation; énergie; aménagement du territoire et biodiversité; transport; industrie; bâtiments; agriculture et déchets. Ces chantiers offrent l'occasion aux personnes et aux organisations intéressées de se regrouper sur une base sectorielle pour réfléchir plus à fond sur les façons d'opérer une refonte de ces secteurs.

Depuis le lancement de la première version de la feuille de route, les travaux se sont poursuivis, car l'objectif premier de ce projet, rappelons-le, est de rallier une masse critique de personnes autour d'un projet commun de transition porteur de justice sociale. Les personnes et les organisations qui se sentent interpellées sont appelées à mettre la main à la pâte, à s'approprier la feuille de route et à y apporter leur contribution en vue du lancement de sa version 2.0, prévue en avril 2020. Cette nouvelle mouture de la feuille de route

À PROPOS DE PLANCHERS ET DE PLAFONDS

Vivian Labrie

L'auteure est chercheure autonome

n a souvent répété, ces dernières années, que la transition écologique devait être à la fois sociale et environnementale. On parle aussi de «transition juste». En raison même de l'urgence climatique, cette transition suppose de transformer les imaginaires de croissance sans limite qui dominent la société. Dans quel sens alors? Pourquoi pas vers un bien-vivre mieux partagé au sein de milieux aptes à faciliter la transition, justement parce qu'ils seront plus justes? Non pas, donc, «Un Québec plus riche», comme on peut le lire sur les podiums des conférences de presse du premier ministre François Legault, mais un Québec riche de tout son monde. D'où l'intérêt de croiser davantage les savoirs acquis au fil des luttes tant sociales qu'environnementales.

Des impasses similaires

Est-il possible, par exemple, de s'interroger sur les feuilles de route, les seuils vitaux et les cibles à atteindre en vue d'une société carboneutre sans prendre en compte l'ensemble du continuum des disparités de moyens et de niveaux de vie entre les plus pauvres et les plus riches? De son côté, même si elle était moins ambitieuse que la proposition citoyenne qui y a conduit, la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, adoptée en 2002 – devant permettre au Québec de rejoindre les nations industrialisées comptant le moins de personnes pauvres, et ce en 2013 –, n'a tout simplement pas fait le poids face à l'imaginaire de la croissance

sans limite et au modèle de «l'ascenseur social» qui l'accompagne. Car ils représentent le moteur de l'action publique, même en matière de lutte contre la pauvreté. Or, on se demande trop peu: la croissance pour qui? Vers où? Avec quelle préoccupation pour la situation des plus pauvres? En 2016, une note de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a montré que le déficit de couverture des besoins de base, selon la Mesure du panier de consommation (MPC), avait augmenté en dollars constants au Québec, entre 2002 et 2011, alors même que le niveau de vie des ménages situés au-delà de ce seuil s'était accru de plus qu'il en aurait fallu pour le combler. Autrement dit, en dix ans, il aurait été possible de donner accès, par diverses politiques sociales et fiscales, à des ressources vitales manquantes au bas de l'échelle sociale, si on avait fait le choix – apparemment impensable – de plafonner la croissance des plus hauts revenus, sans même les réduire. À la place, et à la faveur des choix politiques effectués, les 3,6 milliards de dollars manquants en ressources vitales auront plutôt contribué à rehausser le niveau de vie, déjà très élevé et énergivore, des personnes en haut de l'échelle sociale. Faut-il s'étonner que l'atteinte de la cible de réduction de la pauvreté, qui avait été prévue en 2013, ne se soit pas concrétisée et que, comme le faisait récemment remarquer Philippe Hurteau dans un billet de l'IRIS¹, la contribution fiscale du 1 % le plus riche de la population ait tendance à «fondre comme neige au soleil»?

Entre un plancher social et un plafond environnemental

Pour sortir de cette impasse, le changement de perspective mis de l'avant par l'économiste anglaise Kate Raworth offre une solution intéressante. Bien au fait des inégalités sociales et des enjeux environnementaux à l'échelle planétaire, Raworth invite depuis quelques années à conceptualiser le développement, inclusif et durable, d'« un espace sûr et juste

24 RELATIONS 807 MARS-AVRIL 2020

bénéficiera donc d'un large appui puisque les organisations membres et les groupes de citoyens intéressés auront eu l'occasion de se l'approprier et d'y contribuer. Elle constituera non seulement un guide concret pour mettre en œuvre la transition juste à notre échelle québécoise, mais aussi un puissant outil pour faire pression sur les différents paliers décisionnels et exiger les changements qui s'imposent.

Évidemment, entre la réflexion et la mise en œuvre, la marche est haute. Bien que tout reste à faire et que le chemin vers la carboneutralité soit invariablement semé d'embûches, le projet Québec ZéN a l'avantage de rassembler des gens de tous horizons pour imaginer, planifier et construire le Québec de demain.

pour l'humanité²». Dans ce modèle, un *plancher social* doit être assuré en fonction de seuils minimaux en matière de revenu, d'emploi, de santé, d'accès aux ressources, et ainsi de suite. Par ailleurs, l'espace de la vie en société au-delà de ce plancher social trouve une autre limite dans ce qu'elle appelle *le plafond environnemental*. Au-delà de cette limite planétaire, les réactions s'enchaînent: réchauffement climatique, pollution atmosphérique, pertes de biodiversité, acidification des océans, etc.

Cette façon de reconcevoir la normalité économique en fonction de deux limites solidaires – le plancher et le plafond d'un espace commun – remet en question le modèle dominant ascensionnel, qui fait fi des contraintes tant sociales qu'environnementales qui régissent la vie humaine sur Terre.

Kate Raworth fait remarquer que si la notion de *limites* est délicate pour les cercles politiques et les milieux d'affaires, et qu'elle est souvent présentée «comme une contrainte face au désir d'innover», il n'en reste pas moins que «nous vivons dans nos limites biologiques et nous nous développons grâce à elles». Elle donne l'exemple de la température corporelle qui ne saurait être trop basse ou trop haute sans mettre notre vie en danger. «Nous nous portons mieux quand nous vivons à l'intérieur des limites des systèmes vivants, mais notre modèle centré sur la croissance résiste! Dépasser cette obsession pour la croissance est une des transformations les plus difficiles et les plus nécessaires de notre siècle.»

Cette logique entre plancher et plafond appelle à discerner ce qui doit croître de ce qui doit décroître dans nos manières de vivre, nous invitant à prendre soin du patrimoine commun. Les mouvements de résistance qu'on a vu poindre à travers le monde ces derniers temps, dont celui des Gilets jaunes en France, montrent l'importance de réguler la transition d'une manière suffisamment attentive aux inégalités



Alain Reno, Baril mécanique, collage, 2020

économiques et sociales pour sonner juste – une condition essentielle pour générer l'adhésion nécessaire et sa mise en œuvre.

À défaut d'avoir un environnementaliste comme ministre fédéral de l'Environnement, un ministère des Justes milieux offrirait sans doute des perspectives plus réjouissantes pour notre avenir à toutes et à tous que l'actuel ministère de la Prospérité de la classe moyenne – où ces limites du trop et du trop peu restent hors champ. Il y aurait là une façon plus organique et moins «ascensionnelle» d'envisager la prospérité dans nos divers milieux: comme une vie entre plancher et plafond, dans un espace respirable, sur la planète Terre. Beau projet.

RELATIONS 807 MARS-AVRIL 2020 25

^{1.} Voir le site Web <pourlatransitionenergetique.org>.

^{2.} Lire Andrea Levy, «Les apprentis sorciers à l'œuvre», *Relations*, nº 777, avril 2015.

^{1.} P. Hurteau, «L'impôt du 1%: tendance à la baisse», sur le site: <iris-recherche.qc.ca>.

^{2.} K. Raworth, «Un espace sûr et juste pour l'humanité», *Projet*, vol. 1, 2017.